



ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE DU NOUVEAU-BRUNSWICK
Troisième session, 57^e législature

FEUILLETON ET AVIS, Jour de séance 19
le mercredi 3 avril 2013

AFFAIRES COURANTES

Prière
Condoléances et messages de sympathie (*préavis au président*)
Présentation d'invités
Félicitations et hommages (10 minutes)
Présentation de pétitions
Réponse aux pétitions et aux questions écrites
Présentation des rapports de comités
Dépôt de documents
Déclarations de ministres
Déclarations de députés (10 minutes)
Questions orales (30 minutes)
Dépôt de projets de loi
Avis de motion
Avis d'affaires émanant de l'opposition
Motions ministérielles sur l'ordre des travaux de la Chambre
Ordre du jour

ORDRE DU JOUR

PROJETS DE LOI D'INITIATIVE MINISTÉRIELLE ET ORDRES MINISTÉRIELS

MOTIONS ÉMANANT DU GOUVERNEMENT

Motion 22 — L'hon. M. Higgs, appuyé par l'hon. M. Alward, proposera, le mardi 26 mars 2013, la résolution suivante : que la Chambre approuve en général la politique budgétaire du gouvernement.

Débat ajourné par l'hon. M. Williams.

Reprise du débat le mercredi 3 avril 2013.

PROJETS DE LOI D'INITIATIVE MINISTÉRIELLE DONT LA DEUXIÈME LECTURE EST ORDONNÉE

Projets de loi dont la deuxième lecture est ordonnée

27, *Loi modifiant la Loi sur la Société des alcools du Nouveau-Brunswick*. L'hon. M. Higgs.

28, *Loi concernant les fonctionnaires de l'Assemblée législative*. L'hon. M. P. Robichaud.

29, *Loi modifiant la Loi sur les conflits d'intérêts des députés et des membres du Conseil exécutif*. L'hon. M. P. Robichaud.

COMITÉ PLÉNIER

5, *Loi modifiant la Loi sur les véhicules à moteur*. L'hon. M. Trevors.

COMITÉ DES SUBSIDES

Budget de capital, 2013-2014

Budget supplémentaire, Volume I, 2011-2012 (adopté le 12 décembre 2012)

MOTIONS ÉMANANT DU GOUVERNEMENT

Motions réglées

Motion 4 — L'hon. M. P. Robichaud. Adoption de la motion le 28 novembre 2012.

Motion 8 — L'hon. M. Higgs. Débat sur la motion le 11 décembre 2012 ; adoption de la motion le 11 décembre 2012.

Motion 13 — L'hon. M. P. Robichaud. Adoption de la motion le 6 décembre 2012.

Motion 25 — L'hon. M. Alward. Débat sur la motion le 19 décembre 2012 ; adoption de la motion le 19 décembre 2012.

Motion 26 — L'hon. M. P. Robichaud. Adoption de la motion le 20 décembre 2012.

AFFAIRES ÉMANANT DE L'OPPOSITION

DEUXIÈME LECTURE DES PROJETS DE LOI D'INTÉRÊT PUBLIC ÉMANANT DE L'OPPOSITION

7, *Loi modifiant la Loi sur les conflits d'intérêts des députés et des membres du Conseil exécutif*. M. Boudreau.

8, *Loi sur l'inscription des lobbyistes*. M. Fraser.

14, *Loi sur les lits de bronzage*. M. Arseneault.

30, *Loi modifiant la Loi sur les conflits d'intérêts des députés et des membres du Conseil exécutif*. M. Fraser.

31, *Loi sur le droit à une pension*. M. Fraser.

32, *Loi sur les nominations par concours*. M. Fraser.

33, *Loi modifiant la Loi de la taxe sur le tabac*. M. Arseneault.

MOTIONS ÉMANANT DE L'OPPOSITION

Motions pouvant faire l'objet d'un débat

Motion 1 — M. Kenny, appuyé par M. Haché, proposera, le jeudi 6 décembre 2012, la résolution suivante :

attendu que la fermeture imminente de la mine Xstrata, à Bathurst, entraînera directement et indirectement la perte de centaines d'emplois ;

attendu que l'économie du Nord a subi au cours des dernières années de nombreux revers en raison du déclin de diverses industries et que la fermeture de Xstrata ne fera qu'exacerber le ralentissement économique ;

attendu que la base de connaissances, le savoir-faire et les ressources humaines dans la région assureraient un excellent terrain de formation aux personnes intéressées à acquérir des compétences en matière d'exploitation minière ;

attendu que des compagnies minières à l'échelle mondiale cherchent des milliers de travailleurs qualifiés dans les métiers miniers ;

attendu que l'instauration d'un programme des métiers miniers et d'un centre d'excellence en exploitation minière, ainsi que les possibilités de recherche qui en découleraient, ouvrirait au nord du Nouveau-Brunswick d'importantes perspectives économiques ;

attendu que l'établissement de formation et le centre d'excellence aideraient tant le nord du Nouveau-Brunswick que l'exploitation minière dans l'ensemble du Canada ;

qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement provincial à nouer un partenariat avec l'industrie minière et le gouvernement fédéral en vue d'établir un centre d'excellence en exploitation minière et un centre de formation à Bathurst après la fermeture de la mine.

Amendement proposé par l'hon. M. Soucy, appuyé par l'hon. M. P. Robichaud :
que la motion 1 soit amendée comme suit : dans le paragraphe de la résolution, par la substitution, à tout ce qui suit « exhorte le gouvernement provincial à », de « continuer d'engager un dialogue avec l'industrie minière, le conseil des ressources humaines de l'industrie minière et le gouvernement fédéral au sujet de la possibilité d'établir, après la fermeture de la mine et de concert avec le Collège communautaire du Nouveau-Brunswick - Campus de Bathurst, un centre d'excellence en exploitation minière et un centre de formation collégial. »

[Débat interrompu faute de temps.]

Motion 14 — M. Boudreau, appuyé par M. Collins, proposera, le jeudi 13 décembre 2012, la résolution suivante :

attendu que le gouvernement Alward n'a pas questionné le gouvernement fédéral sur la réduction des paiements de transfert fédéraux au Nouveau-Brunswick ;

attendu que le gouvernement Alward a refusé de prendre le gouvernement fédéral à partie au sujet des coûts de dépassement de 1 milliard de dollars occasionnés par EACL, une société d'État fédérale ;

attendu que le gouvernement Alward a décidé de ne pas défendre les intérêts du Nouveau-Brunswick en ne demandant pas une indemnisation quant aux millions de dollars en coûts additionnels que devra assumer la province relativement à la nouvelle loi omnibus fédérale sur la criminalité ;

attendu que le gouvernement Alward n'a même pas demandé au gouvernement fédéral une indemnité suffisante pour le maintien et l'entretien futurs du pont portuaire ;

attendu que le gouvernement Alward n'a pas exprimé de préoccupations à propos de la réduction du nombre d'emplois fédéraux au Nouveau-Brunswick ;

attendu que le gouvernement Alward ne s'est pas prononcé contre les réductions apportées par l'APECA aux agences de développement économique régional ;

attendu que le gouvernement Alward est resté muet au sujet des réductions apportées au Conseil national de recherches du Canada au Nouveau-Brunswick ;

attendu que le gouvernement Alward n'a pas défendu le Nouveau-Brunswick relativement aux modifications proposées de l'admissibilité à l'AE, qui auront des effets dévastateurs sur nos industries saisonnières, nos collectivités et notre population ;

attendu que le gouvernement Alward n'a pas réussi à convaincre le gouvernement fédéral de garder la Société canadienne du sang au Nouveau-Brunswick ;

attendu que le gouvernement Alward n'a pas réussi à convaincre le gouvernement fédéral de devenir son partenaire pour l'élargissement à quatre voies de la route 11 ;

attendu que le gouvernement Alward ne s'est pas battu contre la réduction des services ferroviaires au Nouveau-Brunswick ;

qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement et l'opposition à coordonner la prise d'une position ferme au nom de la population du Nouveau-Brunswick en vue de s'élever contre des mesures du gouvernement fédéral qui ont des conséquences économiques et financières aussi néfastes pour le Nouveau-Brunswick.

[Débat interrompu faute de temps.]

Motion 15 — M. Fraser, appuyé par M. Boudreau, proposera, le jeudi 20 décembre 2012, la résolution suivante :

attendu que le gouvernement libéral précédent a lancé en 2009 une mobilisation publique sans précédent du secteur commercial, du secteur sans but lucratif et des gens qui vivent dans la pauvreté et a collaboré avec le chef de l'opposition à l'élaboration d'un plan bipartite de réduction de la pauvreté ;

attendu que le premier ministre, alors chef de l'opposition, a pleinement participé au processus de mobilisation et à l'annonce du plan de réduction de la pauvreté ;

attendu que le premier ministre, alors chef de l'opposition, s'est dit « fier » d'avoir participé au processus et a engagé son parti à mettre en oeuvre les recommandations du groupe de travail sur la réduction de la pauvreté ;

attendu que le premier ministre, alors chef de l'opposition, a dit, dans un article d'opinion publié par divers journaux provinciaux en novembre 2009, que nous devons en faire plus ;

attendu que, depuis qu'ils forment le gouvernement, les Conservateurs de M. Alward n'ont pas respecté ou ont reporté plusieurs échéances importantes dont il avait été convenu quant à la mise en oeuvre d'initiatives de réduction de la pauvreté ;

qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement à collaborer avec l'opposition à la mise en oeuvre du plan de réduction de la pauvreté et que l'Assemblée législative demande au gouvernement de fournir un calendrier pour la mise en oeuvre intégrale du plan de réduction de la pauvreté.

Motion 21 — M. Kenny, appuyé par M. Fraser, proposera, le jeudi 20 décembre 2012, la résolution suivante :

attendu que le transport en commun constitue un élément essentiel de la croissance économique, surtout dans les régions rurales de la province ;

attendu que VIA Rail abolit ses postes d'agent de billetterie et réduit le nombre de ses itinéraires dans le nord du Nouveau-Brunswick ;

attendu que le CN a récemment menacé d'abandonner sa ligne ferroviaire de Newcastle, dans le nord du Nouveau-Brunswick ;

attendu que les services en question reliaient des collectivités et assuraient des perspectives sociales et économiques aux gens du Nouveau-Brunswick ;

attendu que le transport interprovincial relève du gouvernement fédéral ;

qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement provincial à exiger du gouvernement fédéral qu'il investisse dans l'infrastructure et qu'il fournisse le financement nécessaire pour que de telles possibilités de transport en commun continuent d'exister pour le mieux-être socioéconomique de notre province.

Motion 27 — M. Albert, appuyé par M. Melanson, proposera, le jeudi 4 avril 2013, la résolution suivante :

attendu que le Nouveau-Brunswick a de nombreuses industries saisonnières ;
attendu que le climat de notre province détermine l'horaire de travail dans l'agriculture, la foresterie, les pêches, la construction de routes et le tourisme ;
attendu que les travailleurs de ces industries sont devenus des employés qualifiés et appréciés par leurs employeurs ;
attendu que les réformes peuvent forcer ces employés qualifiés de trouver de l'emploi à l'année dans un métier autre que le leur, ne les rendant pas disponibles pour de l'emploi saisonnier, ce qui sera dévastateur pour les industries saisonnières ;
attendu que des nouvelles réformes de l'assurance-emploi imposées par le gouvernement fédéral ont fait en sorte qu'il est encore plus difficile pour les travailleurs saisonniers de réclamer de l'assurance-emploi hors saison ;
attendu que le gouvernement provincial a commandé un rapport révélant que les réformes de l'assurance-emploi coûteraient au Nouveau-Brunswick des centaines de millions de dollars en pertes au titre de l'emploi, du PIB, du revenu personnel et des recettes du gouvernement ;
qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative du Nouveau-Brunswick exhorte le gouvernement provincial à dénoncer les réformes de l'assurance-emploi du gouvernement fédéral et demande au gouvernement fédéral d'annuler ses réformes de l'assurance-emploi.

Motion 28 — M. D. Landry, appuyé par M. Melanson, proposera, le jeudi 4 avril 2013, la résolution suivante :

attendu que le gouvernement fédéral a remplacé les conseils arbitraux du système de l'assurance-emploi par le Tribunal de la sécurité sociale ;
attendu que les réclamants de l'assurance-emploi qui veulent faire appel des décisions de l'assurance-emploi doivent faire appel à ce tribunal ;
attendu qu'il y avait 300 membres des conseils arbitraux à travers le pays, dont 15 étaient au Nouveau-Brunswick et étaient des personnes locales connaissant le travail et les entreprises de l'endroit ;
attendu qu'il y a seulement 74 membres du Tribunal de la sécurité sociale, qui ne sont pas nécessairement au Nouveau-Brunswick et dont seulement la moitié vont s'occuper des appels de l'assurance-emploi ;
attendu que ces changements vont considérablement défavoriser les travailleurs et limiter leurs possibilités de faire appel ;
attendu que la paperasserie et les formalités demandées par le Tribunal de la sécurité sociale vont rendre pénible pour les travailleurs de faire appel ;
qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement provincial à demander au gouvernement fédéral de rétablir les conseils arbitraux de l'assurance-emploi.

Motions portant dépôt de documents

Motion 19 — M. Fraser, appuyé par M. D. Landry, proposera, le jeudi 20 décembre 2012, qu'une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre les documents, notamment la correspondance provenant de tout député, ministre ou ministère, depuis le 13 octobre 2010, en ce qui concerne la Place Chancery.

Motion 24 — M. Fraser, appuyé par M. Bernard LeBlanc, proposera, le jeudi 27 décembre 2012, qu'une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre les documents, notamment la correspondance, ayant trait à tout appel d'offres lancé par la Société d'habitation du Nouveau-Brunswick, dont une description des travaux, le nom de l'adjudicataire et le montant du marché — y compris les reçus pour les matériaux utilisés et les services fournis —, depuis le 13 octobre 2010.

Motion 29 — M. Arseneault, appuyé par M. Fraser, proposera, le jeudi 4 avril 2013, qu'une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre les documents, notamment la correspondance, relativement au rapport présenté par le Secrétariat du renouveau du système de santé au ministère de la Santé.

Motion 30 — M. Arseneault, appuyé par M. Fraser, proposera, le jeudi 4 avril 2013, qu'une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une liste des 700 postes supprimés par Réseau de santé Vitalité et Horizon Health Network.

Motions réglées

Motion 2 — M. Collins. Débat sur la motion le 6 décembre 2012 ; adoption de la motion amendée le 6 décembre 2012.

Motion 9 — M. Melanson. Débat sur la motion le 13 décembre 2012 ; rejet de la motion le 13 décembre 2012.

Motions retirées (documents déposés)

Retrait des motions 3, 5, 6, 7, 10, 11, 12, 16, 17, 18, 20 et 23 le 27 mars 2013.

PÉTITIONS

- | | |
|---|--------------------------------|
| 1, M. Kenny — présentée le 4 décembre 2012. | (Retirée le 5 décembre 2012) |
| 2, L'hon. M. Trevors — présentée le 11 décembre 2012. | |
| | (Réponse, le 20 décembre 2012) |
| 3, M. Kenny — présentée le 20 décembre 2012. | (Réponse, le 22 janvier 2013) |
| 4, M. Killen — présentée le 20 décembre 2012. | (Réponse, le 20 février 2013) |
| 5, M. Fraser — présentée le 27 mars 2013. | |

RAPPORTS DE COMITÉS

Comité spécial de révision de la *Loi sur les langues officielles*

— rapport provisoire déposé le 5 décembre 2012.

Comité permanent des projets de loi d'intérêt privé

— premier rapport déposé le 13 décembre 2012.

RÉUNION DE COMITÉ

Le Comité spécial de révision de la *Loi sur les langues officielles* se réunira le jeudi 11 avril 2013, de 18 h 30 à 21 h, à la Chambre du Conseil législatif.

RAPPORTS/DOCUMENTS

Dépôt au bureau du greffier

Rapport annuel 2012, Travail sécuritaire NB

— présenté le 28 mars 2013.

Rapport annuel 2012, Caisse d'indemnisation établie en vertu de la *Loi sur l'indemnisation des pompiers*

— présenté le 2 avril 2013.

QUESTIONS ÉCRITES (Voir annexe A)

Donald J. Forestell,
greffier de l'Assemblée législative

ANNEXE A

QUESTIONS ÉCRITES

Question 1 de M. Arseneault

(Réponse, le 20 décembre 2012)